

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)**

route de Chalampé  
BP 1403  
68390 Sausheim

Références : 0006705659\_2025\_04\_09\_PSA (Peinture)\_VIIC Suiv. Ech. AIR CO  
Code AIOT : 0006705659

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances d'une précédente visite d'inspection le 20/09/2024 qui avait abouti à la constatation d'une non-conformité concernant la thématique des rejets atmosphériques de l'atelier Peinture et donné lieu à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure en date du 15/11/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim

- Code AIOT : 0006705659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PSA PEUGEOT CITROËN SNC fabrique sur son site de Sausheim des véhicules automobiles. La capacité de production du site de Sausheim est de 1 100 véhicules par jour. Dans le cadre de cette activité, le site possède un atelier peinture visant une cadence de 60 véhicules peints par heure, avec environ 110 salariés, et une production pour l'année 2020 de 51201 véhicules peints.

Le procédé peinture consiste aujourd'hui aux étapes suivantes :

- passage dans un traitement de surface puis une cataphorèse pour les pièces à peindre,
- passage en étuve des caisses,
- application d'étanchéité sur une ligne (étanchéité 1),
- application par pistolets robotisés de bases et vernis (deux lignes laque n°1 et 2),
- passage en étuve des caisses,
- finition/contrôle.

Les principaux référentiels utilisés sont l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 novembre 2024 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2014.

Les installations contrôlées sont la ligne de Laque A de l'atelier Peinture et les émissaires liées (points Aval Laque 1 - cheminée 1 et cheminée 2).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect VLE CO	AP de Mise en Demeure du 15/11/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Sécurisation point de mesure AIR	AP Complémentaire du 23/01/2014, article 6.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté que les valeurs limites de rejets pour le paramètre CO au niveau des cheminées 1 et 2 de la ligne A sont respectées depuis la dernière campagne de mesures en novembre 2024.

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection lors du contrôle, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure.

De plus, les constats effectués sur la sécurisation des points de mesures des émissaires cheminées 1 et 2 de la ligne A n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect VLE CO**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/11/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets AIR

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales.

Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.[...]

[...]

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour [...] le monoxyde de carbone (CO) à la sortie de l'unité de traitement:

- [...]
- CO : 150 mg/m<sup>3</sup>.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le plan d'actions mis en place afin de revenir en conformité au niveau de la VLE (Valeur Limite d'Émission) en CO au niveau de la ligne de Laque A.

Les principales causes retenues sont :

- l'amenée d'air neuf
- la consigne de température au niveau de l'incinérateur
- le contrôle du brûleur

Des actions sur ces 3 points ont été réalisées en 2024 avec le contrôle et le nettoyage du brûleur, le réglage de la consigne de température et une vérification de l'amenée d'air.

A la suite de ces actions, une nouvelle campagne de mesure a eu lieu en novembre 2024 (mesures réalisées le 14 novembre pour les cheminées 1 et 2 de la laque A).

L'Inspection s'est concentrée lors de la visite d'inspection sur les résultats de mesures des cheminées 1 et 2 de la Laque A.

D'après le rapport transmis par l'exploitant par courriel en date du 23/01/2025 (réf: 134431226-002-1 du 21/01/2025), l'Inspection a constaté que :

- les concentrations sont ramenées dans des conditions normales de température et de pression et sur gaz secs

Par sondage, pour la cheminée 1 de la ligne A:

En page 12 du rapport, le débit est ramené aux conditions réglementaires sans correction d'O<sub>2</sub> et de CO<sub>2</sub> et sur gaz sec en m<sup>3</sup>/h puis en page 13 du rapport, la concentration en CO est sur gaz sec et sans correction avec unité kg/m<sup>3</sup>

- la teneur en oxygène de référence est mesurée sur le même point de mesure au niveau de la toiture en sortie d'oxydateur et ce pour les deux points de mesures
- les valeurs de concentrations en CO sont inférieures à la valeur limite d'émissions:
  - Point Aval Laque 1 cheminée 1: 3 essais de 30 min dans des conditions normales de fonctionnement : 105.5; 108.1; 102.5 soit inférieur à la VLE de 150 mg/m<sup>3</sup>

<ul style="list-style-type: none"> <li>Point Aval Laque 1 cheminée 2: 3 essais de 30 min dans des conditions normales de fonctionnement : 89.5; 94.8; 89.8 soit inférieur à la VLE de 150 mg/m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection et permettent de lever la mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Sécurisation point de mesure AIR

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2014, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejets sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, [...]) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. [...]</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle, l'Inspection s'est rendu en toiture accompagné de l'exploitant afin de vérifier les points de prélèvements pour les mesures atmosphériques pour les points Aval Laque 1 (cheminée 1 et cheminée 2).</p> <p>L'Inspection a constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès en toiture est sécurisé par un escalier avec rambarde et par un accès sous clef.</li> <li>Sur les émissaires concernés, les points de mesures sont protégés des intempéries et à hauteur d'Homme (pas de nécessité de nacelle)</li> <li>deux orifices sont présents sur chaque émissaire: un pour la sonde de température et un pour la mesure des paramètres polluants</li> </ul> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite